

LOIRE ATLANTIQUE

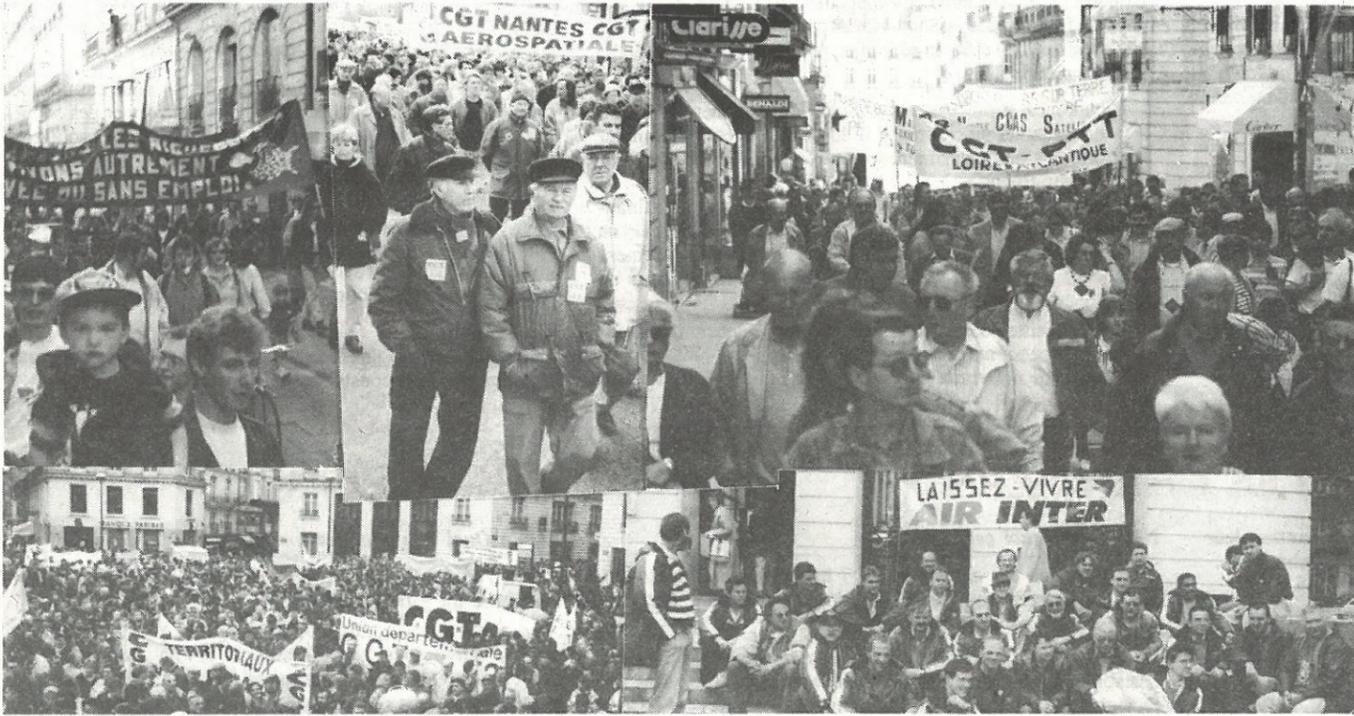
les nouvelles

Bi-mensuel édité par la Fédération du Parti Communiste Français

N° 630 - 9 NOVEMBRE 1995 - Prix 2,50 F

Face à ses difficultés

le gouvernement réalise un mini-remaniement qui ne résoud rien
C'EST D'UNE AUTRE POLITIQUE QUE LE PAYS A BESOIN



LE PARTI COMMUNISTE
appelle à participer
à la manifestation
pour les droits
des femmes

Paris,
samedi 25 novembre,
14 heures, à la Bastille
Pour le droit à l'avortement
et la contraception
Pour le droit à l'emploi
Pour l'égalité entre
les femmes et les hommes
Ensemble défendons
les droits des femmes
En avant toutes !

SOMMAIRE

- L'emploi : après le temps des promesses

*Aérospatiale
Chantiers
Quel avenir ?*

- Télécom :

*Le service public
en question
(Page 2)*

- 10 décembre : la fête de Nantes et de l'agglomération

*Un espace de débats
Un lieu d'actions
Un grand spectacle
(Page 3)*

Edito par Michel RICA

Proposer, agir et construire ensemble

Les sondages qui les uns après les autres montrent la chute libre des bonnes opinions envers le gouvernement, révèlent aussi la perte de crédibilité qu'éprouvent les salariés dans l'avenir de leurs entreprises. Une récente enquête de la SOFRES fait apparaître que 64 % des salariés estiment que leur entreprise n'attache aucune importance à leur avenir. En 1975 85 % de la population active avait un emploi stable, en 1995 ce chiffre est de 65 %, et les organismes patronaux projettent de le ramener à 25 % en l'an 2000. Ces chiffres confirment la justesse de la colère et du mécontentement, mais aussi l'attente de solutions. Les choix qui sont faits au plan économique, social ou politique, loin de contribuer à résoudre les problèmes, les

aggravent. Le Parti Communiste Français propose de rompre avec cette démarche et pose la question de l'action, de l'intervention populaire sur tous les terrains, et particulièrement celui de l'entreprise pour inventer un nouvel avenir. Dans notre département la situation est extrêmement grave et les projets préoccupants :

- Aux Chantiers de l'Atlantique II est envisagé la suppression de 1 300 emplois.
- A l'Arsenal d'Indret une réduction des effectifs dans le cadre du plan sur les arsenaux.
- Il est projeté de rayer définitivement de la carte le Port de Nantes alors qu'il progresse en trafic marchandise.
- Quelles conséquences pour l'Aérospatiale de Nantes - Saint-Nazaire que l'annonce du



plan de 7 000 suppressions d'emplois dans le groupe. Ce sont les dizaines et les dizaines d'emplois quotidiens supprimés dans les petites et moyennes entreprises.

déréglementation de l'entreprise.

Au CHU de Nantes 450 postes sont budgétisés et toujours pas pourvus. La population, les salariés, les chômeurs sont partout aux prises avec des décisions qui vont toujours dans le même sens, réductions d'effectifs, bureaux de postes qui disparaissent, manque de personnel au guichet de telle ou telle administration. Nous pouvons aujourd'hui créer les conditions pour que les chômeurs, salariés précaires se rassemblent dans des initiatives locales pour l'emploi et la formation, pour peser sur les décideurs locaux, sur les entreprises, les préfets mais aussi les conseils municipaux, généraux et régionaux afin de stopper cette montée du chômage, de la précarité et exiger le contrôle des fonds publics. Il est urgent de recenser partout avec la population les besoins en emplois et en formations et conquérir dans l'action des informations sur l'utilisation de l'argent. C'est ainsi que nous devons avec elle poser la question de l'utilisation des 1 270 milliards de profit réalisé en 1994 par les plus grosses entreprises. C'est parce que la mobilisation sera forte que les pouvoirs publics et en premier lieu le préfet répondront à nos questions. Dans ce mouvement, les communistes feront connaître leurs propositions pour des changements, des transformations, des choix politiques qui combattront durablement le chômage et amélioreront la situation des gens et du pays.

Des engagements de la campagne électorale...

« L'emploi, c'est la première des dignités, c'est la meilleure des protections sociales, c'est la condition de la citoyenneté. Je n'accepte pas de voir tant de jeunes au chômage. Je n'accepte pas la fatalité du chômage de longue durée (...). Je n'accepte pas de voir près d'un million de nos compatriotes contraints de vivre du RMI. Je n'accepte pas de voir l'exclusion de ces cadres approchant la cinquantaine (...). Je n'accepte pas que l'on dise qu'on a tout essayé, que l'on ne peut pas faire autrement. Je n'accepte pas que l'on privilégie toujours le traitement statistique, le traitement social du chômage, au détriment de son traitement économique ».

(Jacques Chirac, discours du 17 février 1995).

...aux réalités d'aujourd'hui :

Dans notre département des emplois sont menacés aux chantiers de l'Atlantique, à l'Aréospace, des entreprises, Venturi, Guéméné Confection prévoient d'importants licenciements.

Face à cette situation qui n'a rien de fatale les communistes exigent une autre utilisation de l'argent et engagent le débat avec toutes celles et tous ceux qui le souhaitent afin de contribuer, non seulement à refuser les projets en cours, mais à ce que vivent et se développent ces entreprises.

• AÉROSPATIALE : rassembler, débattre, agir pour d'autres choix

Les salariés des établissements de Saint-Nazaire et Nantes ont engagé l'action avec leurs organisations syndicales afin de s'opposer au projet de licenciement de la Direction.

En effet, l'argument de la Direction ne résiste pas à une étude sérieuse.

Chacun se souvient des déclarations du PDG Henri Martre il y a quatre ans « le spectre de la sidérurgie hante l'aéronautique, l'Allemagne possède une formidable valise financière et il vaut mieux faire partie de cette valise qu'abandonner des productions ».

Ces déclarations faites il y a quatre ans éclairent la situation d'aujourd'hui, les problèmes sont à rechercher avant tout dans les choix quotidiens faits depuis une décennie par le grand capital et les Gouvernements successifs.

La déréglementation du transport aérien, la dictature du dollar dans le commerce international, la mise en concurrence des salariés avec Maastricht et le GATT, les abandons de production et les délocalisations, la menace très forte de l'abandon de l'indépendance nationale, la course effrénée aux placements financiers, les projets de privatisations, ne sont-ils pas guidés par une seule idée : accroître la rentabilité financière ?

Fin 93 les Communistes du Département avaient pris l'initiative d'engager le débat et l'action pour imposer au Gouvernement de renoncer à la privatisation. Les rencontres, les débats avaient permis de mesurer l'intérêt de la population, des élus de notre Département au développement de l'aéronautique, des sites de Bouguenais et Saint-Nazaire. L'avenir de cette industrie représente en effet un réel enjeu pour l'emploi, pour l'indépendance nationale.

L'emploi est le problème n° 1. Si le Gouvernement veut réellement s'attaquer au chômage, il doit commencer par annuler les décisions qui suppriment les emplois et décider d'utiliser l'argent autrement.

Exemple : Dassault, c'est 11 milliards de placement financier, alors que le chiffre d'affaires est de 10,5 milliards ; en 1987 Dassault comptait 17 000 salariés et pas de placement financier, aujourd'hui c'est 9 000 emplois et 11 milliards de placements.

L'argent existe pour soutenir ce secteur en le dotant, des financements nécessaires pour les recherches et les études, pour le lancement de nouveaux programmes tels que l'ATSF, succes-

seur de Concorde, ou encore celui d'un avion de plus de 70 places dont les besoins peuvent être estimés à plus de 10 000 exemplaires.

Rappelons que ni Concorde, ni Airbus, ni Ariane ne sont nées à Bruxelles, mais au contraire du fruit de coopérations d'Etat à Etat à partir de volontés nationales.

On voit évidemment que Maastricht ne constitue pas un atout mais bien un carcan à faire sauter pour développer des coopérations mutuellement avantageuses dans lesquelles chaque pays doit conserver ses emplois, sa souveraineté.

Les Communistes des 2 sites Aérospatiales, les Sections concernées, prenant appui sur les initiatives qu'ils ont engagé depuis 2 années, sur la forte exigence d'une autre utilisation de l'argent, engagent le débat et l'action avec toutes celles et tous ceux qui le souhaitent afin de contribuer à ce que vive et se développe l'Aéronautique.

En agissant ainsi ils contribuent à mettre en pratique le vaste chantier que doit constituer le Forum.

• Un autre avenir pour LES CHANTIERS

Nous avons demandé aux communistes des Chantiers leur réaction face aux menaces qui pèsent sur les chantiers.

NLA : Le député Etienne GARNIER s'est à nouveau répandu en propos sur la construction navale. Qu'en penses-tu ?

Etienne GARNIER est une girouette avec une caractéristique particulière : elle est toujours orientée dans la même direction à savoir la DROITE.

Cela n'est pas pour nous surprendre, lui qui est un homme du grand capital.

Pendant un conflit au chantier, il défendait les départs à 55 ans, mais a été l'un des artisans de l'accord PRP qui a la double caractéristique de faire reculer l'âge de départ de l'entreprise et de réduire les effectifs.

Hier, il défendait Donges Est, aujourd'hui il la condamne au profit de Port-Aval.

A nouveau, il se présente comme le défenseur de la navale, mais prétend être l'initiateur des zones de sous-traitance.

NLA : Pourquoi ces zones ?

La direction des chantiers met 7 hectares à la disposition des sous-traitants pour soi-disant rapprocher ceux-ci du centre de construction navale.

Or, à mes yeux ce projet est la pierre angulaire du plan de déstabilisation de l'entreprise. Pour la correction, il faut se recentrer sur le métier à savoir l'architecture navale et la coque métallique.

Mais déjà, des pans entiers de coque métalliques sont laissés à la sous-traitance, au même titre que les emménagements ou le conditionnement clair. D'ailleurs concernant ce dernier métier la gravité de la situation de CLIMANEU (dépôt de bilan) montre qu'une telle politique est dangereuse, les chantiers n'ayant plus la maîtrise globale du produit.

Il y a donc tout lieu de revenir à l'entité construction navale, avec tous ces métiers. Cela aurait pour conséquence immédiate, d'abandonner la perspective de perte de 1 300 emplois directs, et au contraire de s'orienter comme le préconise la C.G.T. vers un chantier à 5 000 salariés, contre 4 300 actuellement.

NLA : Quel rôle pour les communistes à l'entreprise ?

L'activité du parti dans les chantiers est d'ouvrir le débat pour construire un autre avenir.

La politique concertée du patronat et du gouvernement est de s'orienter toujours vers la récession. A l'inverse notre ambition est de tout faire pour utiliser un chantier répondant aux immenses besoins de commerces national et international.

Cela passe également et prioritairement par la satisfaction des besoins sociaux : l'augmentation des salaires cumulé avec une réduction du temps de travail doit permettre cette émergence.

Dans le même élan, construire du neuf aux chantiers, c'est s'inscrire dans la perspective de neuf dans la société.

Nous ne nous satisfaisons pas d'une société de précaires, d'exclus.

Une entreprise qui tourne bien est une entreprise qui donne un avenir à la jeunesse.

De timides essais sont fait en ce sens aux chantiers, il y a urgence à aller bien plus loin.

• FRANCE TELECOM : « Il n'y a plus de clients sans paiement »

La note adressée par le Directeur Commercial de la Région de Nantes de France Telecom aux Maires du département a au moins le mérite d'être claire dans l'anticipation de son rédacteur de voir l'entreprise publique changer de statut. C'est l'argent qui règle toutes les relations entre l'utilisateur baptisé client et l'entreprise. Pour le reste « si tu ne règles pas au fil de l'eau, tu seras tout simplement coupé ».



France Telecom

Direction Régionale de Nantes

Monsieur le Maire,

Nantes, le 25 octobre 1995

Depuis le 1er janvier 1991, France Telecom a un statut d'opérateur public qui lui donne son autonomie financière. Il est donc nécessaire que ses relations avec ses clients soient établies sur des bases saines.

L'ouverture progressive du marché à la concurrence sur l'ensemble des services de télécommunications renforce cette exigence, l'opérateur public doit pouvoir affronter cette situation sans handicap. Aussi, France Telecom souhaite que, dès maintenant, les factures de l'année 1995 soient payées par les clients au fil de l'eau.

Je vous invite donc, si vous ne le faites déjà, à régler la totalité de vos factures au plus tard 53 jours après leur date d'émission. Si tel n'était pas le cas, nous pourrions être amenés, après en avoir discuté avec vous, à limiter

l'usage de vos lignes téléphoniques d'abord à la zone locale, puis uniquement aux services d'urgence et aux appels arrivant sur vos installations, de plus, nous serions contraints de refuser l'accès à de nouveaux produits et services. Ces mesures entreraient en application dans les tous prochains jours.

Je suis certain que vous comprendrez notre position et que vous prendrez toutes dispositions au cas où la situation de votre compte téléphonique présenterait des retards.

Restant à votre disposition, je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'assurance de ma considération très distinguée.

Frank COSTES
Directeur Commercial

Il y a vraiment danger à laisser développer de telles conceptions qui auraient pour conséquences, si nous laissons faire, la remise en cause de toute notion de service public pour répondre simplement à celle de l'argent.

La fête de Nantes et de l'Agglo

Dans l'action et le débat pour riposter, conquérir et travailler à une autre alternative politique :

Meeting avec Pierre BLOTIN

*La Fête de Nantes
et de l'Agglo*

avec les Communistes à l'initiative d'un Forum National pour inventer un nouvel avenir.

**DIMANCHE 10 DÉCEMBRE 1995
HALL DE LA TROCARDIÈRE A REZÉ**

*La Fête de Nantes
et de l'Agglo*

Des spectacles, des débats, des jeux, des expositions, de nombreux stands, des bars, des restaurants, le coin des livres de 11 heures à 22 heures.

avec Pierre VASSILIU

*La Fête de Nantes
et de l'Agglo*

**SAMEDI 9 DÉCEMBRE 1995
Hall de la Trocardière à Rezé**



Plus de 500 personnes au banquet de la Fédération du 3 décembre 1994.

**Grand
banquet
populaire**

de la Fédération du Parti
Communiste Français
suivi d'un

Bal avec orchestre



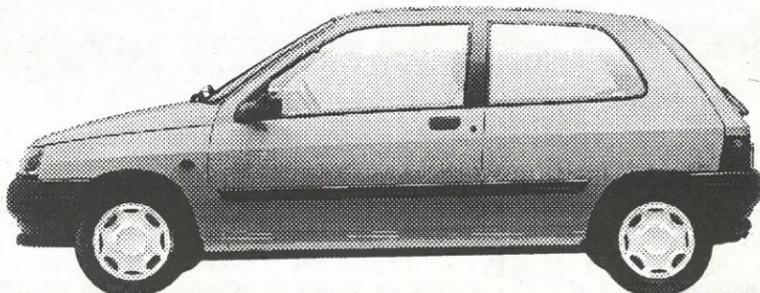
Pour vous inscrire :
Réserver auprès des militants communistes de votre cellule ou téléphoner à la Fédération du P.C.F. 40.89.72.28
Section de Nantes 40.35.69.43
Section de St Nazaire 40.66.08.48
et joindre un chèque de 85 francs à l'ordre du P.C.F. par repas.

Toutes les personnes ayant acheté la vignette de la Fête de Nantes et de l'Agglo bénéficieront d'une réduction de 10 francs.

En novembre

roulez jeunesse, roulez Renault.

Votre voiture a plus de 8 ans. Profitez de la prime qualité automobile de l'Etat, à laquelle s'ajoute l'aide de Renault.



**CLIO
à partir de 52 600 F***

* Par exemple, pour l'achat d'une Clio Chipie 3 portes 1.2 neuve, (tarif 2121 au 1/08/95 : 64 600 F), nous vous offrons 7 000 F de reprise, cumulable avec la prime qualité automobile de l'Etat de 5 000 F, si votre véhicule en bénéficie.

RENAULT ST-NAZAIRE
CENTRE AUTOMOBILE DE L'ETOILE
VOIE EXPRESS PORNICHET - TEL. 40 17 20 20



Pour 20 francs, votre vignette bon de soutien vous donnera droit à l'entrée gratuite et vous permettra de participer au tirage de la tombola où seront attribués de nombreux lots.

Vous pouvez vous la procurer auprès des militants communistes de votre connaissance ou à la :

Fédération du Parti Communiste Français
41, rue des Olivettes
44000 NANTES

Brèves

La commission handicapée physique de la section de Rezé Sud Loire affirme son soutien au mouvement du 14 novembre 1995.

En effet, les projets du gouvernement, si ils étaient appliqués, remettraient en cause l'autonomie de bon nombre d'invalides.

Déjà actuellement leur situation est très difficile.

Un exemple, le matériel nécessaire à leur autonomie est

très peu remboursé par la Sécurité Sociale.

Il faut savoir qu'un fauteuil adapté pour un handicapé myopathe coûte 80 000 francs. la Sécurité Sociale leur rembourse 29 000 francs.

Enfin, la réduction des dépenses publiques dans les hôpitaux impliquerait nécessairement une participation accrue des handicapés, remettant en cause l'accès aux soins qui leur est nécessaire.

« NOUVELLES DE LOIRE-ATLANTIQUE PUBLICITE »

S.A.R.L. au capital de 50.000 F

Siège social : 41, rue des Olivettes - 44000 Nantes

R.C.S. Nantes - N° SIRET 32151228700012 - Code A.P.E. : 5120

Gérant : M. Maurice ROCHER - Rédacteur en chef : Jean-Claude SALOMON

Associés à parts égales :

MM. M. ROCHER, M. PRODEAU, J.-R. TEILLANT, Gilles BONTEMPS

PUBLICITÉ : Tél. 40.48.56.36 - RÉDACTION : Tél. 40.89.72.28

TÉLÉCOPIE : 40.48.65.76

Imprimerie Marcel Delhommeau et Cie
85 LA CHAIZE-LE-VICOMTE - B.P. 406 - 85010 LA ROCHE-SUR-YON CEDEX

REZÉ 1955-1995



40^{ème} anniversaire de la Maison Radieuse de Le Corbusier



Classée monument historique en 1965, la Maison Radieuse de Le Corbusier reste — parmi les cinq construites par le célèbre architecte — la seule à conserver sa vocation initiale

d'habitat social et sa maternelle sur le toit.

Visites guidées les mardis et jeudis de 14 h à 16 h 30 (sur rendez-vous de préférence). Prendre les tickets et les réservations à la mairie (40 84 43 00). Tarifs : 10 F.

REZÉ - 33300 habitants - District de Nantes - Loire-Atlantique
